

CONVENTION FINANCIÈRE POUR LE REMBOURSEMENT DES FRAIS LIÉS À L'AFFRANCHISSEMENT DU COURRIER

Entre, d'une part :

La Communauté de communes Lodévois et Larzac (CCLL)

Représentée par :

Monsieur Jean-Luc REQUI agissant en qualité de Président,

Et, d'autre part :

Le Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS)

Représentée par :

Madame Monique GALEOTE, en qualité de Vice-Présidente,



VU le contrat n°756323 en date du 18 janvier 2021, entre la CCLL et la Poste pour l'affranchissement du courrier jusqu'au 31 décembre 2021, à reconduire chaque année,

VU la délibération n°XXX du Conseil communautaire du XXX 2021, relative à la convention financière pour le remboursement des frais liés à l'affranchissement du courrier du CIAS,

VU la délibération n°XXX du Conseil d'exploitation du CIAS du XXX 2021, relative à la convention financière pour le remboursement des frais liés à l'affranchissement du courrier du CIAS,

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La CCLL depuis février 2021 a conclu avec la Poste un contrat pour l'affranchissement du courrier. Dans ce cadre, la CCLL prend en charge l'affranchissement du courrier du CIAS.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de remboursement des frais liés à l'affranchissement du courrier du CIAS.

ARTICLE 2 : Forfait appliqué

Le montant forfaitaire pour l'affranchissement des plis du CIAS est évalué à mille euros, calculé sur la base statistique de l'année 2021. Le montant de ce forfait pourra être réévalué et faire l'objet d'avenants à la présente convention suite aux modifications de tarifs de la Poste.

ARTICLE 3 : Engagement de la CCLL

La CCLL s'engage à transmettre aux services de la Poste les courriers déposés par le CIAS la veille avant 15h30.

ARTICLE 4 : Engagement du CIAS

Le CIAS s'engage à verser sa participation forfaitaire et suite à l'émission d'un titre de recettes par la CCLL.

ARTICLE 5 : Validité

La présente convention prendra effet dès sa signature par les parties et sera transmise au service du contrôle de légalité. Elle sera reconduite tous les ans par voie tacite sans dépasser quatre ans. Elle pourra faire l'objet d'avenant en cas de modification par l'une des deux parties des modalités.

ARTICLE 6 : Litiges

Tous les litiges relatifs à l'application de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Lodève, le.....

Monique GALEOTE
Vice-Présidente
du Centre Intercommunal
d'Action Sociale

Jean-Luc REQUI
Président
de la Communauté de communes
Lodévois et Larzac